

BURKINA FASO

Autorité contractante : ENABEL

Appel à propositions dans le cadre du Programme de Coopération Belge :

BFA2023001_LASSO WASH

Résilience des populations vulnérables de la Boucle du Mouhoun (Ouest du Burkina Faso) à travers l'appui aux services d'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène.

Lignes directrices à l'intention des demandeurs

Référence : **BFA23001-10018**

Date limite de soumission des notes conceptuelles : **16 mai 2025 à 12h00.**

Date limite de soumission des propositions : Ultérieurement

Avertissement

Il s'agit d'un appel à propositions en **deux phases**. Dans un premier temps, seules les notes conceptuelles doivent être soumises pour évaluation. Après évaluation des notes conceptuelles y inclue la recevabilité des demandeurs, les demandeurs qui auront été présélectionnés seront invités à soumettre une proposition. Par la suite, l'évaluation des propositions effectivement reçues des demandeurs sera effectuée pour les demandeurs présélectionnés.

Table des matières

1	A.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
1.1	Contexte	3
1.2	Objectifs de l'Appel à Propositions et Résultats attendus.....	4
1.3	Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par l'autorité contractante	6
2	REGLES APPLICABLES AU PRESENT APPEL À PROPOSITIONS	6
2.1	Critères liés à la recevabilité	6
2.1.1	Recevabilité des demandeurs [demandeur et codemandeur(s)].....	6
2.1.2	Associés et contractants.....	8
2.1.3	Actions recevables : pour quelles actions une proposition peut-elle être présentée ?	9
2.1.4	Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être inclus ?	10
2.2	Présentation de la demande et procédures à suivre.....	12
2.2.1	Contenu de la note conceptuelle.....	12
2.2.2	Où et comment envoyer la note conceptuelle ?	13
2.2.3	Date limite de soumission de la note conceptuelle	14
2.2.4	Autres renseignements sur la note conceptuelle	14
2.2.5	Propositions	14
2.2.6	Où et comment envoyer les propositions ?	15
2.2.7	Date limite de soumission des propositions	15
2.2.8	Autres renseignements sur les propositions	15
2.3	Évaluation et sélection des demandes	16
2.4	Notification de la décision de l'autorité contractante	18
2.4.1	Contenu de la décision	18
2.4.2	Calendrier indicatif.....	18
2.5	Conditions de la mise en œuvre après la décision de l'autorité contractante d'attribution des subside.....	19
2.5.1	Contrats de mise en œuvre	19
2.5.2	Compte bancaire distinct.....	19
2.5.3	Traitements des données à caractère personnel	20
2.5.4	Transparence.....	20
3	LISTE DES ANNEXES.....	21

1. RESILIENCE DES POPULATIONS VULNERABLES DE LA BOUCLE DU MOUHOUN (OUEST DU BURKINA FASO) A TRAVERS L'APPUI AUX SERVICES D'ACCES A L'EAU POTABLE, L'ASSAINISSEMENT ET L'HYGIENE.

1.1 CONTEXTE

Depuis 1999, l'agence belge de coopération internationale (Enabel) est chargée de mettre en application la collaboration gouvernementale entre le Burkina Faso et la Belgique. Cette collaboration, après une pause en 2010, a recommencé en 2016. Enabel est aussi active à travers divers programmes financés par l'Union Européenne, menés en étroite collaboration avec les autorités locales ainsi que les partenaires au niveau local et international. L'Union Européenne soutient Enabel dans la réalisation d'un projet, le Lasso WASH, visant à renforcer la résilience des services sociaux de base dans la région de la Boucle du Mouhoun. Le projet « Lasso WASH » a pour objectif de contribuer à fortifier la résilience des communautés, notamment les femmes, les jeunes filles et les personnes déplacées dans la Boucle du Mouhoun, en améliorant la qualité, l'accessibilité et de l'inclusivité des services d'eau potable, d'hygiène et d'assainissement.

Le projet a aussi pour objectif d'améliorer l'efficacité, la flexibilité et l'efficience des services d'accès à l'Eau Hygiène et Assainissement (EHA) en renforçant les mécanismes de coordination et de gouvernance locale. Pour réaliser ces objectifs, la promotion de bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement joue un rôle primordial et central. Par conséquent, l'objectif visant à encourager et à impliquer les communautés locales, en particulier les groupes vulnérables, dans de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement demeure un pilier essentiel. Dans ce cadre, une étude formative sur les comportements et facteurs des bonnes pratiques d'hygiène a été initiée, ainsi qu'une enquête de référence, afin de fournir des éléments fondamentaux pour le déroulement des activités.

Cinq (05) résultats clés sont attendus à l'issue de la mise en œuvre du projet "Lasso WASH", chacun visant à améliorer les conditions de vie des populations vulnérables tout en renforçant la résilience locale dans la région de la Boucle du Mouhoun :

- **Résultat 1:** La situation de référence est établie et le lancement du projet se fait avec la participation des parties prenantes.
- **Résultat 2:** L'accès aux services d'approvisionnement en eau potable est renforcé dans les deux (2) provinces ciblées.
- **Résultat 3:** Les services d'assainissement et d'hygiène sont améliorés dans les deux (2) provinces ciblées.
- **Résultat 4:** Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une meilleure gouvernance des services de l'eau et de l'assainissement dans un contexte de fragilités accrues.
- **Résultat 5:** Les communautés locales, et notamment les groupes vulnérables, sont mobilisées et s'engagent pour de bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

Le projet « Lasso WASH », en intégrant le résultat 5 avec les actions des résultats 3 et 4, soutiendra l'amélioration des services d'assainissement en s'appuyant sur la volonté et la capacité des familles à s'auto-gérer. Dans le cadre de l'engagement national du Burkina Faso à éliminer la défécation à l'air libre d'ici 2030, Enabel soutient le ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement en s'appuyant sur les outils et compétences existants. L'intégration de l'Assainissement Total Piloté par la

Communauté (ATPC) dans deux communes permettra de renforcer les initiatives locales en matière d'assainissement, tout en tirant parti des enseignements déjà disponibles à l'échelle nationale.

Cet appel à propositions s'inscrit dans le cadre du résultat 3 du projet et vise à équiper les populations des zones d'intervention avec des ouvrages et des services d'assainissement adaptés à leurs besoins en mobilisant les parties prenantes pour améliorer les conditions de vie des populations vulnérables.

Cette méthode, centrée sur la mobilisation des communautés, a pour objectif d'éliminer la défécation à l'air libre en stimulant un changement de comportement collectif et en responsabilisant les populations locales pour assurer leur propre assainissement. Les communes cibles par cette approche sont **Siby** et **Safané**, respectivement situées dans les provinces des **Balés** et du **Mouhoun**.

Les deux communes identifiées pour l'intervention du projet (Safané et Siby) serviront de zones prioritaires. Cependant, ces choix pourront évoluer en fonction des besoins concrets et des réalités opérationnelles rencontrées au cours de la mise en œuvre.

1.2 OBJECTIFS DE L'APPEL A PROPOSITIONS ET RESULTATS ATTENDUS

L'objectif principal de cet appel à propositions est de contribuer à l'accès durable à l'assainissement dans les communes de Safané et Siby, en soutenant la mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) en milieu rural, avec un dispositif de subvention pour la réalisation des ouvrages d'assainissement homologués.

D'une manière spécifique, l'appel à propositions vise à Renforcer l'engagement communautaire et améliorer durablement l'accès aux ouvrages d'assainissement familiaux homologués dans les communes rurales de Safané et Siby, à travers la mise en œuvre de la démarche ATPC et un mécanisme incitatif de subvention adapté aux ménages vulnérables.

Les résultats attendus du présent appel à propositions sont :

Résultat 1

Les communautés des villages cibles sont déclenchées et engagées dans la démarche ATPC.

Les indicateurs en lien avec le Résultat 1 :

- *% de ménages pratiquant la défécation à l'air libre (situation de base)*
- *Nombre de villages déclenchés selon la démarche ATPC et ayant mis en place un plan d'action communautaire post-déclenchement.*

Résultat 2

Un système de subvention ciblée est mis en œuvre pour faciliter la construction des latrines familiales homologuées par les ménages vulnérables.

Les indicateurs en lien avec le Résultat 2 :

- *Nombre de ménages bénéficiaires du mécanisme de subvention.*
- *Nombre et pourcentage de ménages disposant de latrines homologuées construites.*

Résultat 3

Un nombre significatif de ménages dispose de latrines fonctionnelles.

Les indicateurs en lien avec le Résultat 3 :

- *Nombre et pourcentage de ménages ayant construit eux-mêmes leur propre latrine familiale*

Résultat 4

Les villages atteignent et maintiennent le statut de "Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL)".

Les indicateurs en lien avec le Résultat 4 :

- *Nombre et pourcentage de villages déclarés FDAL (Fin de la Défécation à l'Air Libre)*
- *Nombre et pourcentage de villages certifiés FDAL (Fin de la Défécation à l'Air Libre)*

En vue d'atteindre les résultats escomptés, la structure qui sera retenue collaborera avec les communes, la Direction Régionale de l'Eau et de l'Assainissement (DREA), les Directions Provinciales de l'Eau et de l'Assainissement (DPEA) du Mouhoun et des Balés, les autorités administratives (Haut-Commissariat, Préfet/PDS) et les services techniques déconcentrés (santé, éducation, environnement, action humanitaire et solidarité nationale etc.), les techniciens communaux eau et assainissement.

Pour l'atteinte des résultats, à titre indicatif certaines activités pertinentes devront être mises en œuvre. Il s'agit entre autres de :

- Etablissement d'une situation de référence de chaque localité en amont afin d'évaluer les besoins réels, de comparer les valeurs de base et définir les composantes où l'on doit mettre plus l'accent en lien avec les indicateurs WASH retenus à cet effet.
- Analyse diagnostique genre pour identifier les besoins spécifiques des femmes, jeunes, hommes et PDIs sur les thématiques à aborder et autres aspects à prendre en compte dans l'ATPC.
- Promotion de la bonne gestion de l'assainissement dans les villages selon l'approches Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) en milieu communautaire.
- Mettre en place un dispositif de feedback au niveau communautaire pour faire remonter les gaps de l'action par la communauté afin d'apporter des réponses adaptées.
- Prévoir un volet sur la capitalisation en lien avec le genre dans l'action visée

Les dossiers des soumissionnaires devront démontrer la contribution des propositions aux changements suivants :

- Amélioration de la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement dans les ménages à travers des approches participatives et inclusives ;
- Amélioration de la promotion de l'hygiène et de l'assainissement de manière inclusive et participative dans les établissements scolaires et les centres de santé et dans les lieux publics ;
- Contribution à la mise en place d'un dispositif de suivi participatif inclusif de documentation des bonnes pratiques et des leçons apprises.

Indicateurs :

En coordination avec l'autorité contractante, les demandeurs contribueront à renseigner des indicateurs de performance, ces indicateurs seront sexospécifiques, et désagrégés par statut de résidence (PDI), âge, et le cas échéant en milieu de résidence. Ces différents indicateurs découleront des indicateurs clés ci-dessous :

- Le taux de défécation à l'air libre en mesurant la réduction ou l'élimination de la défécation à l'air libre dans la communauté ;
- L'accès aux latrines en dénombrant les latrines construites et utilisées par les ménages ;
- La qualité des latrines construites en évaluant la durabilité ;
- Le changement de comportement, en relevant les bonnes pratiques adoptées comme le lavage des mains et l'utilisation convenable des latrines après utilisation des latrines ;
- L'engagement communautaire en appréciant le niveau d'engagement des membres de la communauté dans les activités d'hygiène et d'assainissement.

1.3 MONTANT DE L'ENVELOPPE FINANCIERE MISE A DISPOSITION PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

Le montant indicatif global mis à disposition au titre du présent appel à propositions s'élève à deux cent cinquante mille (250 000) EUR. L'autorité contractante se réserve la possibilité de ne pas attribuer tous les fonds disponibles.

Montant du subside

Toute demande de subside dans le cadre du présent appel à propositions doit être comprise entre les montants suivants :

- Montant minimum : 220 000 EUR
- Montant maximum : 250 000 EUR

Durant l'exécution, Enabel se réserve le droit de modifier les montants minimum et maximum applicables aux demandes et d'octroyer des montants supplémentaires aux bénéficiaires s'étant vu octroyer des subsides dans le cadre de cet appel à propositions.

2. REGLES APPLICABLES AU PRESENT APPEL À PROPOSITIONS

Les présentes lignes directrices définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions financées dans le cadre du présent appel à propositions.

2.1 CRITERES LIES A LA RECEVABILITE

Il existe trois séries de critères liés à la recevabilité, qui concernent respectivement :

(1) Les acteurs :

Le demandeur, c'est-à-dire l'entité soumettant la proposition (2.1.1).

Le cas échéant, se(s) codemandeur(s) [sauf disposition contraire, le demandeur et le(s) codemandeur(s) sont ci-après dénommés conjointement les « demandeurs »] (2.1.1).

(2) Les actions :

Les actions pouvant bénéficier de subsides (2.1.3).

(3) Les coûts :

Les types de coûts pouvant être inclus dans le calcul du montant des subsides (2.1.4).

2.1.1 Recevabilité des demandeurs [demandeur et codemandeur(s)]

Demandeur

(1) Pour pouvoir prétendre à des subsides, le demandeur doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. Etre une personne morale ;
2. Être un acteur privé sans but lucratif ou une fondation (association ou ONG etc) disposant d'un document de reconnaissance légale à jour ;
3. Exister depuis au moins cinq (05) années ;
4. Justifier d'au moins trois expériences réussies dans le domaine de la santé communautaire, de l'hygiène et de l'assainissement sur le terrain, notamment dans la mise en œuvre de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC).
5. Etre disponible dès la signature du contrat à effectuer les prestations ;
6. Disposer d'états financiers certifiés par un organisme indépendant (auditeur ou commissaire aux comptes). Ces états ne peuvent pas remonter à plus de 2 ans.

7. Disposer d'un siège social identifiable et fonctionnel, avec une adresse complète à fournir dans le dossier de candidature ;
8. Être établi ou représenté au Burkina Faso ;
9. Être directement chargé de la préparation et de la gestion de l'action avec le(s) codemandeur(s) et non agir en tant qu'intermédiaire ;
10. Avoir un mandat ou une mission en adéquation avec l'objet du présent appel à propositions ;
11. Avoir déjà géré un subside **équivalent à 50% du montant demandé (une attestation de bonne fin signée par le (s) bailleur (s) est requise et en constituera la preuve)** ;
12. Pouvoir justifier d'au moins une expérience en lien avec la thématique de cet appel à proposition réalisée au cours des 05 dernières années.

Le demandeur peut agir soit individuellement, soit avec un ou des codemandeurs.

- (2) Le demandeur potentiel ne peut participer à des appels à propositions ni être bénéficiaire de subsides s'il se trouve dans une des situations suivantes :
- a) être en état ou faire l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
 - b) faire l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée (c'est-à-dire, contre lequel il n'y a plus de recours possible) pour tout délit affectant leur moralité professionnelle ;
 - c) avoir, en matière professionnelle, commis une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier ;
 - d) ne pas avoir rempli leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où ils sont établis ou celles du pays du pouvoir adjudicateur ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter ;
 - e) avoir fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale; voir la partie du dossier de demande de subsides (« déclaration du demandeur »), le demandeur doit déclarer qu'il ne se trouve pas dans une de ces situations.

Pour ce faire, le demandeur, en soumettant sa demande, doit apporter la preuve de sa situation de non-exclusion. Les documents à fournir (**lors de la phase 2**) sont :

- Le casier judiciaire du premier responsable de la structure ;
- L'attestation de la situation fiscale de la structure ;
- L'attestation de la situation CNSS de la structure ;
- Le document d'exemption de la non faillite de la structure ;
- La déclaration sur honneur signée par le premier responsable de la structure.

N.B : Les ONG belges accréditées par la DGD voulant soumettre leurs demandes à cet appel à propositions ne sont pas soumises à cette disposition de situation de non-exclusion et ne sont donc pas tenues de fournir ces documents

Si les subsides lui sont octroyés, le demandeur devient le bénéficiaire-contractant identifié dans l'annexe F (Convention de subsides). Le bénéficiaire-contractant est l'interlocuteur principal de l'autorité contractante. Il représente les éventuels autres bénéficiaires (codemandeurs) et agit en leur nom, Il conçoit et coordonne la mise en œuvre de l'action.

Codemandeur(s)

Le(s) codemandeur(s) participe(nt) à la définition et à la mise en œuvre de l'action et les coûts qu'il(s) encour(en)t sont éligibles au même titre que ceux encourus par le demandeur.

Le(s) codemandeur(s) doi(ven)t satisfaire aux critères de recevabilité suivants :

- Etre une personne morale ;
- Être un acteur privé sans but lucratif ou une fondation (association ou ONG etc) disposant d'un document de reconnaissance légale à jour ;
- Être établi ou représenté au Burkina Faso ;
- Avoir un mandat ou une mission en adéquation avec l'objet du présent appel à propositions ;
- Exister depuis au moins deux (02) années et ayant déjà conduit des actions dans le domaine de l'hygiène et d'assainissement ou de la santé communautaire ;
- Pouvoir justifier d'au moins une expérience en lien avec la thématique de cet appel à proposition réalisée au cours des 05 dernières années.;
- Être disponible dès la signature du contrat à effectuer les prestations.

Le(s) codemandeur(s) potentiel(s) ne peu(vent) participer à des appels à propositions ni être bénéficiaire(s) de subsides s'il se trouve dans une des situations suivantes :

a) être en état ou faire l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;

b) faire l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée (c'est-à-dire, contre lequel il n'y a plus de recours possible) pour tout délit affectant leur moralité professionnelle ;

c) avoir, en matière professionnelle, commis une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier ;

d) ne pas avoir rempli leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où ils sont établis ou celles du pays du pouvoir adjudicateur ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter ;

e) avoir fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale ; voir la partie du dossier de demande de subsides (« déclaration du demandeur »), **le codemandeur doit déclarer** qu'il ne se trouve pas dans une de ces situations.

Le(s) codemandeur(s) **doiv(ent) signer la déclaration à la partie B** section 2.6 du dossier de demande de subsides.

Si les subsides leur sont attribués, le(s) éventuel(s) codemandeur(s) deviendr(ont) le(s) bénéficiaire(s) de l'action, avec le bénéficiaire-contractant.

2.1.2 *Associés et contractants*

Les personnes suivantes ne sont pas des codemandeurs. Elles n'ont pas à signer la déclaration « mandat » :

Associés

D'autres organisations peuvent être associées à l'action. Les associés participent effectivement à l'action, mais ne peuvent prétendre à bénéficier des subsides, à l'exception des indemnités journalières et des frais de déplacement. Ces associés ne doivent pas répondre aux critères de recevabilité mentionnés au point 2.1.1. Les associés doivent être mentionnés dans la partie B, section 2.7, du dossier de demande de subsides, intitulée « *Associés du demandeur participant à l'action* ».

Contractants

Les bénéficiaires-contractants peuvent attribuer des marchés à des contractants. Les associés ne peuvent pas être en même temps des contractants (services, travaux, équipements) du projet. Les contractants sont soumis aux règles de passation de marchés publics (si le bénéficiaire contractant est

de nature public) ou aux règles énoncées à l'annexe VIII du modèle de convention de subsides (si le bénéficiaire contractant est de nature privée).

2.1.3 Actions recevables : pour quelles actions une proposition peut-elle être présentée ?

Définition

Une action comprend une série d'activités. L'action à financer dans le cadre de cette invitation à soumettre une proposition d'action doivent avoir la forme d'un projet. Aux fins de cet appel à proposition, un projet doit être compris comme un ensemble cohérent d'activités à concevoir et mettre en œuvre dans une logique de gestion axée sur les résultats, permettant d'atteindre dans un délai défini des « outputs » et des « outcomes » mesurables et durables.

Durée

La durée initiale prévue d'une action ne peut être inférieure à **12 mois** ni excéder **20 mois**.

Secteurs ou thèmes

Secteurs ou thèmes spécifiques auxquels les actions doivent se rapporter (liste non exhaustive et valable à titre d'exemple) :

- Assainissement
- Hygiène
- Hygiène menstruelle
- Construction de latrines
- Organisation des usagers
- Intermédiation sociale
- Renforcement des capacités

Couverture géographique

Les actions doivent être mises en œuvre dans le pays suivant : Burkina Faso, dans la région de la Boucle du Mouhoun **et précisément dans les communes de Safané et Siby**.

Types d'action

Une action est un ensemble lisible et cohérent d'activités, conçues pour répondre aux besoins spécifiques des groupes cibles et atteindre des objectifs particuliers dans un délai limité.

Le projet proposé doit donc viser la mise en œuvre d'une action nouvelle ou l'extension d'une action en cours à d'autres activités, ne faisant pas déjà l'objet de financement. Les actions seront sélectionnées entre autres sur la base de leur pertinence, des résultats et de l'impact escomptés et de leur efficacité potentielle.

La capitalisation sur d'autres actions existantes et la réponse à une analyse de besoins clairement identifiés seront en outre fondamentaux dans la sélection.

Les types d'action pouvant bénéficier d'un financement dans le cadre du présent appel à propositions (liste non exhaustive et valable à titre d'exemple) :

- Actions visant à réaliser des activités de sensibilisation et de la promotion à l'hygiène et à l'assainissement via l'approche ATPC.
- Actions visant à subventionner la réalisation des latrines.
- Actions visant à renforcer les capacités des artisans locaux.
- Actions visant à introduire des innovations pour renforcer la durabilité des actions.

Les types d'action suivants ne sont pas recevables :

- Actions consistant uniquement ou principalement à parrainer la participation de particuliers à des ateliers, séminaires, conférences et congrès ;
- Action consistant uniquement ou principalement à financer des bourses individuelles d'études ou de formation.

Types d'activité

Types d'activité pouvant bénéficier d'un financement dans le cadre du présent appel à propositions (liste non exhaustive et valable à titre d'exemple) :

- Collecter les données de références ;
- Faire l'identification des interventions/projets et acteurs présents dans la communauté / les villages.
- Conduire les séances de déclenchement ;
- Assurer le suivi post déclenchement pour l'atteinte de l'état FDAL et la certification de tous les villages ;
- Communiquer pour le changement de comportement et le changement social ;
- Renforcer les capacités des communautés pour la promotion de l'hygiène et de l'assainissement ;
- Réaliser de latrines de démonstration au sein de la communauté ;
- Octroyer des subventions à des ménages vulnérables pour la réalisation de leur latrine ;
- Le renforcement des compétences des artisans locaux notamment les maçons dans la réalisation des latrines ;
- Le renforcement des comités locaux (CVAQ...) dans les activités génératrices de revenu en lien avec les questions d'hygiène et d'assainissement ;
- La Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL) ;

Subvention à des sous-bénéficiaires

Les demandeurs ne peuvent pas proposer des subventions à des sous-bénéficiaires pour contribuer à réaliser les objectifs de l'action.

Visibilité

Les demandeurs doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement ou cofinancement par la coopération belge. Le bénéficiaire-contractant mentionne toujours « l'union européenne (UE) » comme bailleur de fonds ainsi que Enabel comme agence belge de coopération internationale dans les communications publiques relatives à l'action subsidiée. Les instructions sur la charte graphique et les logos utiles seront fournis sur demande.

Nombre de demandes et de conventions de subsides par demandeur

Le demandeur ne peut pas soumettre plus d'une demande dans le cadre du présent appel à propositions.

Le demandeur ne peut pas se voir attribuer plus d'une convention de subsides au titre du présent appel à propositions.

Le demandeur ne peut pas être en même temps un codemandeur dans une autre demande.

Un codemandeur ne peut pas soumettre plus d'une demande dans le cadre du présent appel à propositions.

Un codemandeur ne peut pas se voir attribuer plus d'une convention de subsides au titre du présent appel à propositions.

2.1.4 Éligibilité des coûts : quels coûts peuvent être inclus ?

Seuls les « coûts éligibles » peuvent être couverts par des subsides. Les types de coûts éligibles et inéligibles sont indiqués ci-dessous. Le budget constitue à la fois une estimation des coûts et un plafond global des « coûts éligibles ».

Le remboursement des coûts éligibles peut être basé sur une des formes suivantes, ou toute combinaison de celles-ci :

- Les coûts directs (coûts de gestion et coûts opérationnels) effectivement supportés par le bénéficiaire-contractant ;

Pour être éligibles aux fins de l'appel à propositions, les coûts doivent respecter les conditions prévues à l'article 4 du modèle de Convention de Subsides (voir annexe E des présentes lignes directrices).

- Les coûts de structure : ceux-ci sont de maximum 7% du montant total des coûts opérationnels (en aucun cas supérieur à 7%).

Les coûts de structure sont calculés sur la base de dépenses réelles. Ces coûts sont à justifier dans la proposition et seront vérifiés en amont par Enabel avant la signature de la convention. Une fois acceptés les coûts de structure sont forfaitaires et ne doivent pas être justifiés. Enabel peut recourir à un organisme externe pour estimer les coûts de structure réelle d'une organisation.

Le demandeur **peut choisir ou non d'inclure les coûts de structure dans le budget de l'action**. S'il choisit de les inclure, il doit fournir, lorsqu'il soumet la proposition, tous les documents nécessaires pour la vérification.

Seront pris en compte pour la vérification des coûts de structure, à condition que le demandeur fournit une documentation les justifiant sans équivoque des deux dernières années en plus des rapports d'audit de l'organisation des deux dernières années donnant l'ensemble des dépenses réalisées, ces coûts fixes :

- Loyer bureau du siège de l'organisation
- Les utilités et entretien bureau du siège
- Matériel de bureau
- Frais de communication
- Frais d'audit de l'organisation
- Consultances générales et récurrentes
- Coûts salariaux personnel de l'organisation y/c charges sociales (hors projets/activités)
- Frais de transport du personnel de l'organisation (hors projet)
- Formation des employés de l'organisation (hors projets)
- Frais de recrutement personnel de l'organisation (hors projet)
- Amortissements

Réserve pour imprévus

Le budget peut inclure une réserve pour imprévus correspondant au maximum à 5 % des coûts directs éligibles estimés. Elle ne peut être utilisée qu'**avec l'autorisation écrite préalable** d'Enabel.

Apports en nature

Par « apports en nature », il faut entendre les biens ou services fournis gracieusement par une tierce partie au bénéficiaire-contractant. Les apports en nature n'impliquant aucune dépense pour le bénéficiaire-contractant, ils ne constituent pas des coûts éligibles.

Coûts inéligibles

Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

- 1° les écritures comptables n'entraînant pas un décaissement ;
- 2° les provisions pour risques et charges, pertes, dettes ou dettes futures éventuelles ;
- 3° les dettes et les intérêts débiteurs ;

- 4° les créances douteuses ;
- 5° les pertes de change ;
- 6° les crédits à des tiers ;
- 7° les garanties et cautions ;
- 8° les coûts déjà pris en charge par un autre subside ;
- 9° les factures établies par d'autres organisations pour des produits et services déjà subsidiés ;
- 10° la sous-traitance par des contrats de service ou de consultance aux membres du personnel, aux membres du conseil d'administration ou de l'assemblée générale de l'organisation subsidiée ;
- 11° la sous-location de toute nature à soi-même ;
- 12° les achats de terrains ou d'immeubles, sauf si ces achats sont indispensables à la mise en œuvre directe de l'action ;
- 13° les coûts liés à une indemnisation en cas de sinistre découlant de la responsabilité civile de l'organisation ;
- 14° les indemnités de cessation d'emploi pour le délai de préavis non presté ;
- 15° l'achat de boissons alcoolisées, de tabac et de leurs produits dérivés

2.2 PRESENTATION DE LA DEMANDE ET PROCEDURES A SUIVRE

Le demandeur transmet dans un premier temps uniquement la note conceptuelle et dans un deuxième temps, après notification de sa présélection, il transmet la proposition accompagnée des annexes requises.

2.2.1 Contenu de la note conceptuelle

Les notes conceptuelles doivent être soumises conformément aux instructions relatives à la note conceptuelle figurant dans le dossier de demande de subsides annexé aux présentes lignes directrices (annexe A, Partie A).

Les demandeurs doivent soumettre leur note conceptuelle en français.

Dans la note conceptuelle, les demandeurs ne doivent fournir qu'une estimation du montant de la contribution demandée à l'autorité contractante. Seuls les demandeurs invités à soumettre une proposition dans la seconde phase devront alors présenter un budget détaillé.

Toute erreur ou incohérence majeure relative aux points mentionnés dans les instructions relatives à la note conceptuelle peut aboutir à son rejet.

L'autorité contractante se réserve le droit de demander des éclaircissements lorsque les informations fournies ne lui permettent pas de réaliser une évaluation objective.

Les notes conceptuelles manuscrites ne seront pas acceptées.

Les annexes suivantes doivent être jointes à la note conceptuelle :

1. Les statuts ou articles d'association du demandeur et des éventuels codemandeurs ;
2. Un rapport d'audit externe produit par un contrôleur des comptes agréé, certifiant les comptes du demandeur relatifs au dernier exercice financier disponible lorsque le montant total des subsides demandés est supérieur à 200.000 EUR (pas applicable aux bénéficiaires-contractants de nature publique). Les éventuels codemandeurs ne sont pas tenus de remettre un rapport d'audit externe ;

3. Une copie des états financiers les plus récents du demandeur (compte de résultat et bilan du dernier exercice clos)¹. Les éventuels codemandeurs ne sont pas tenus de remettre la copie de leurs états financiers ;
4. La fiche d'entité légale (voir annexe D des présentes lignes directrices) dûment complétée et signée par chacun des demandeurs (c'est-à-dire le demandeur et chacun des éventuels codemandeurs), accompagnée des documents justificatifs demandés.
5. Les documents justifiant que le demandeur et le codemandeur le cas échéant ne sont pas dans une situation d'exclusion (déclaration sur l'honneur, casier judiciaire du premier responsable, casier judiciaire de la structure, une attestation de la situation CNSS, une attestation de la situation fiscale, une déclaration de non-faillite). Cette disposition ne s'applique pas aux ONG belges accréditées par la DGD.

2.2.2 Où et comment envoyer la note conceptuelle ?

La note conceptuelle doit être soumise en un (01) original relié.

Une version électronique de la note conceptuelle doit également être fournie. Une clé USB contenant la note conceptuelle en format électronique sera placée, avec la version papier, dans une enveloppe scellée selon les indications figurant ci-dessous. Le fichier électronique doit être exactement **identique** à la version papier jointe.

L'enveloppe extérieure doit porter le **numéro de référence** « BFA23001-10018 LASSO WASH » et l'intitulé de l'appel à propositions : Promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène et assainissement dans les communautés avec un focus particulier pour les personnes déplacées internes (PDIs) et établissements scolaires/santé via l'ATPC », la dénomination complète et l'adresse du demandeur, ainsi que la mention « Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture ».

Les notes conceptuelles doivent être soumises dans une enveloppe scellée, envoyée par courrier recommandé ou par messagerie expresse ou remise en main propre (un accusé de réception signé

Adresse pour remise en main propre ou pour envoi par messagerie express privée :

Agence belge de coopération internationale (Enabel)

Quartier zone du bois

Ouagadougou, Burkina Faso

(Maison en face de l'entrée de la Croix Rouge burkinabé)

Une version électronique de la note conceptuelle doit également être fournie. Une clé USB contenant la note conceptuelle en format électronique sera placée, avec la version papier, dans une enveloppe scellée selon les indications figurant ci-dessous. Le fichier électronique doit être exactement **identique** à la version papier jointe.

Les notes conceptuelles envoyées par d'autres moyens (par exemple par télécopie ou courrier électronique) ou remises à d'autres adresses seront rejetées.

Les demandeurs doivent s'assurer que leur note conceptuelle est complète. Les notes conceptuelles incomplètes peuvent être rejetées.

¹ Cela ne s'applique pas aux organismes publics ni lorsque les comptes sont en pratique les mêmes documents que le rapport d'audit externe déjà fourni en vertu du point 2.

2.2.3 Date limite de soumission de la note conceptuelle

La date limite de soumission des notes conceptuelles est fixée au **16/05/ 2025 à 12h00** telle que prouvé par la date d'envoi, le cachet de la poste ou la date de l'accusé de réception. Toute note conceptuelle soumise après la date et heure limites sera rejetée.

2.2.4 Autres renseignements sur la note conceptuelle

Une session d'information relative au présent appel à propositions sera organisée à Ouagadougou le **28 avril 2025 à 10h00 à Enabel - Quartier zone du bois -Ouagadougou, Burkina Faso (Maison en face de l'entrée de la Croix Rouge burkinabé) avec une possibilité de participation en ligne pour ceux et celles qui ne pourront pas être sur place à Ouagadougou.**

Lien Teams:

https://teams.microsoft.com/l/meetup-join/19%3ameeting_ZmM1ZWE2YjktMDgoZSooNDhmLWJINGMtM2EyNDgzNGFhNW_E2%40thread.v2/o?context=%7b%22Tid%22%3a%228552ee09-2fab-421d-9ef7-664207bcf596%22%2c%22Oid%22%3a%223d4f311d-b064-46e4-bdb8-f21dcef7db7b%22%7d

Les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique, au plus tard **21 jours** avant la date limite de soumission des notes conceptuelles, à l'/aux adresse(s) figurant ci-après, en indiquant clairement la référence de l'appel à propositions.

Adresse de courrier électronique : ahmed.elkharchy@enabel.be; christiane.lengani@enabel.be

L'autorité contractante n'a pas l'obligation de fournir des éclaircissements sur des questions reçues après cette date.

Il y sera répondu au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des notes conceptuelles.

Afin de garantir l'égalité de traitement des demandeurs, l'autorité contractante ne peut pas donner d'avis préalable sur la recevabilité des demandeurs, d'une action ou d'activités spécifiques.

Les réponses à ces questions ainsi que d'autres informations importantes communiquées au cours de la procédure d'évaluation seront publiées en temps utile sur le site Web Enabel. Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet dont l'adresse figure ci-dessus afin d'être informé des questions et réponses publiées.

2.2.5 Propositions

Les demandeurs invités à soumettre une proposition à la suite de la présélection de leurs notes conceptuelles doivent le faire à l'aide de la partie B du dossier de demande de subsides annexé aux présentes lignes directrices (annexe A). Les demandeurs doivent respecter scrupuleusement le format de proposition et compléter les paragraphes et les pages dans l'ordre.

Les éléments énoncés dans la note conceptuelle ne peuvent pas être modifiés par le demandeur dans la proposition. La contribution belge indiquée dans la proposition ne peut s'écarte de plus de 5% par rapport à l'estimation initiale de la note conceptuelle et les montants minimaux et maximaux, tels qu'indiqués dans la section 1.3 des présentes lignes directrices, doivent être respectés.

Les demandeurs doivent soumettre leur proposition dans la même langue que celle de leur note conceptuelle.

Les demandeurs doivent remplir la proposition aussi soigneusement et clairement que possible afin de faciliter son évaluation.

Toute erreur ou incohérence majeure dans la proposition (incohérence des montants repris dans les feuilles de calcul du budget, par exemple) peut conduire au rejet immédiat de la proposition.

Des éclaircissements ne seront demandés que lorsque les informations fournies ne sont pas claires et empêchent donc l'autorité contractante de réaliser une évaluation objective.

Les propositions manuscrites ne seront pas acceptées.

Il est à noter que seules la proposition et les annexes qui doivent être complétées (budget, cadre logique) seront évaluées. Il est par conséquent très important que ces documents contiennent TOUTES les informations pertinentes concernant l'action. Aucune annexe supplémentaire ne doit être envoyée.

2.2.6 Où et comment envoyer les propositions ?

Les propositions doivent être soumises dans une enveloppe scellée, envoyée en recommandé ou par messagerie express privée ou remise en main propre (un accusé de réception signé et daté sera délivré au porteur dans ce dernier cas), à l'adresse indiquée ci-dessous :

Adresse pour remise en main propre ou pour envoi par messagerie express privée :

Agence belge de coopération internationale (Enabel)

Quartier zone du bois

Ouagadougou, Burkina Faso

(Maison en face de l'entrée de la Croix Rouge burkinabé)

Les propositions envoyées par d'autres moyens (par exemple par télécopie ou courrier électronique) ou remises à d'autres adresses seront rejetées.

Les propositions doivent être soumises en un (01) original en format A4, relié. La proposition complète technique (sous format pdf et word), le budget et le cadre logique doivent également être fournis sous format électronique (clé USB). Le fichier électronique doit contenir **exactement la même** proposition que la version papier fournie.

L'enveloppe extérieure doit porter le **numéro de référence « BFA23001-10018 LASSO WASH »** et l'intitulé de l'appel à propositions : Promouvoir les bonnes pratiques d'hygiène (dont celles liées à l'approvisionnement en eau potable) et assainissement dans les communautés avec un focus particulier pour les personnes déplacées internes (PDIs) et établissements scolaires/santé via l'ATPC», la dénomination complète et l'adresse du demandeur, ainsi que la mention « Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture ».

Les demandeurs doivent s'assurer que leur proposition est complète. Les propositions incomplètes peuvent être rejetées.

2.2.7 Date limite de soumission des propositions

La date limite de soumission des propositions sera communiquée dans la lettre envoyée aux demandeurs dont la note conceptuelle a été présélectionnée.

2.2.8 Autres renseignements sur les propositions

Les demandeurs peuvent envoyer leurs questions par courrier électronique, au plus tard 21 jours avant la date limite de soumission des propositions, à la/l'une des adresse(s) figurant ci-après, en indiquant clairement la référence de l'appel à propositions :

Adresse de courrier électronique : ahmed.elkharchy@enabel.be; christiane.lengani@enabel.be

L'autorité contractante n'a pas l'obligation de fournir des éclaircissements au sujet des questions reçues après cette date.

Il y sera répondu au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des propositions.

Afin de garantir l'égalité de traitement des demandeurs, l'autorité contractante ne peut pas donner d'avis préalable sur la recevabilité des demandeurs ou d'une action.

Aucune réponse individuelle ne sera donnée aux questions. Toutes les questions et réponses ainsi que les autres informations importantes communiquées aux demandeurs au cours de la procédure d'évaluation seront publiées sur le site Internet suivant : www.enabel.be. Il est par conséquent recommandé de consulter régulièrement le site internet dont l'adresse figure ci-dessus afin d'être informé des questions et réponses publiées.

ÉVALUATION ET SELECTION DES DEMANDES

Les propositions seront examinées et évaluées par l'autorité contractante avec l'aide, le cas échéant, d'assesseurs externes. Toutes les actions soumises par les demandeurs seront évaluées selon les phases, étapes et critères décrits ci-après.

Si l'examen des demandes révèle que l'action proposée ne remplit pas les critères de recevabilité décrits au point 2.1.4, la demande sera rejetée sur cette seule base.

(1) 1^{re} PHASE : OUVERTURE, VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE, VERIFICATION DE LA RECEVABILITE ET ÉVALUATION DES NOTES CONCEPTUELLES

Les éléments suivants seront examinés :

Ouverture :

- Respect de la date limite de soumission. Si la date limite n'a pas été respectée, la note conceptuelle sera automatiquement rejetée.

Vérification administrative et de la recevabilité

- La note conceptuelle répond à tous les critères spécifiés aux points 1 à 13 de la grille de vérification et d'évaluation fournie en Annexe F1a.
- Si une information fait défaut ou est incorrecte, la note conceptuelle peut être rejetée sur cette seule base et elle ne sera pas évaluée.

Evaluation

Les notes conceptuelles satisfaisant aux conditions du premier contrôle administratif et de la recevabilité seront évaluées au regard de la pertinence et de la conception de l'action proposée.

La note conceptuelle se verra attribuer une note globale sur 50 suivant la ventilation spécifiée dans les points 14 à 19 de la grille d'évaluation disponible en Annexe F1a.

Les critères d'évaluation sont divisés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique se verra attribuer un score compris entre 1 et 5 comme suit : 1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon.

Une fois toutes les notes conceptuelles évaluées, une liste sera établie, classant les actions proposées selon leur score total.

En premier lieu, seules les notes conceptuelles ayant atteint un score d'au moins 30 points sur 50 seront prises en compte pour la présélection.

En second lieu, le nombre de notes conceptuelles sera réduit en tenant compte de leur rang dans la liste, au nombre de notes conceptuelles dont le montant cumulé total des contributions demandées est égal à 400 % du budget disponible pour le présent appel à propositions.

Après l'évaluation des notes conceptuelles, l'autorité contractante enverra une lettre à tous les demandeurs, les informant du numéro de référence qui leur a été attribué et si leur note conceptuelle a été évaluée ainsi que les résultats de cette évaluation.

Les demandeurs dont les notes conceptuelles auront été présélectionnées seront ensuite invités à soumettre une proposition.

(2) 2^e PHASE : OUVERTURE, VÉRIFICATION ADMINISTRATIVE, VERIFICATION DE LA RECEVABILITE ET ÉVALUATION DES PROPOSITIONS

Les éléments suivants seront examinés :

Ouverture :

- Le respect de la date limite de soumission. Si la date limite n'a pas été respectée, la proposition sera automatiquement rejetée.

Vérification administrative et de la recevabilité

- La proposition répond à tous les critères spécifiés aux points 1 à 12 de la grille de vérification et d'évaluation fournie en Annexe F2a.
- Si une des informations demandées est manquante ou incomplète, la proposition peut être rejetée sur cette **seule** base et elle ne sera pas évaluée.

Evaluation

Étape 1 : Les propositions satisfaisant aux conditions de la vérification administrative et de la recevabilité seront évaluées.

La qualité des propositions, y compris le budget proposé et la capacité des demandeurs, se verra attribuer une note sur 100 sur la base des critères d'évaluation 13 à 26 de la grille de vérification et d'évaluation fournie en Annexe F2a. Les critères d'évaluation se décomposent en critères de sélection et critères d'attribution.

Les critères de sélection visent à assurer que les demandeurs :

- Disposent de sources de financement stables et suffisantes pour maintenir leur activité tout au long de l'action proposée et, si nécessaire, pour participer à son financement ;
- Disposent de la capacité de gestion et des compétences et qualifications professionnelles requises pour mener à bien l'action proposée.

Les critères d'attribution aident à évaluer la qualité des propositions au regard des objectifs et priorités fixés, et d'octroyer les subsides aux projets qui maximisent l'efficacité globale de l'appel à propositions. Ils concernent la pertinence de l'action et sa cohérence avec les objectifs de l'appel à propositions, la qualité, l'effet escompté, la durabilité de l'action ainsi que son efficacité par rapport aux coûts.

Les critères d'évaluation sont divisés par rubriques et sous-rubriques. Chaque sous-rubrique se verra attribuer un score compris entre 1 et 5 comme suit : 1 = très insuffisant, 2 = insuffisant, 3 = moyen, 4 = bon, 5 = très bon.

Seules les propositions qui auront atteint la note globale de 60/100 seront présélectionnées.

Les meilleures propositions seront reprises dans un tableau d'attribution provisoire, classées d'après leur score et dans les limites des fonds disponibles. Les autres propositions présélectionnées seront placées sur une liste de réserve.

Étape 2 : Les documents justificatifs relatifs aux motifs d'exclusion seront demandés aux demandeurs figurant dans le tableau d'attribution provisoire. En cas d'incapacité de fournir ces documents endéans les 15 jours, les propositions correspondantes ne seront pas retenues.

Étape 3 : Dans le cadre du processus d'évaluation, Enabel pourra conduire une analyse organisationnelle *in situ* des demandeurs repris dans le tableau d'attribution provisoire afin de confirmer que ces demandeurs disposent bien des capacités requises pour mener à bien l'action. Les résultats de cette analyse serviront entre autres à déterminer les mesures de gestion des risques à intégrer dans la convention de subside et à préciser la posture d'Enabel dans le suivi et le contrôle de la mise en œuvre du subside. Dans le cas où l'analyse organisationnelle indique des insuffisances telles que la bonne exécution du subside ne peut être garantie, la proposition correspondante peut être écartée à ce stade. Auquel cas la première proposition sur la liste de réserve sera considérée pour le même processus.

Sélection

A la fin des étapes 2 et 3 le tableau d'attribution sera considéré comme définitif. Il reprend l'ensemble des propositions sélectionnées d'après leur score et dans les limites des fonds disponibles.

Attention les demandeurs éventuellement repêchés dans la liste de réserve ultérieurement, si des fonds supplémentaires deviennent disponibles, devront eux aussi passer l'étape 2 décrite plus haut.

NOTIFICATION DE LA DECISION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

2.4.1 Contenu de la décision

Le demandeur sera avisé par écrit de la décision prise par l'autorité contractante au sujet de sa demande et, en cas de rejet, des raisons de cette décision négative.

Lorsqu'un demandeur s'estime lésé par une erreur ou irrégularité prétendument commise dans le cadre d'une procédure d'octroi ou estime que la procédure a été entachée par un acte de mauvaise administration, il peut introduire une plainte auprès du pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, la plainte sera adressée à la personne qui a pris la décision contestée qui s'efforcera d'instruire la plainte et d'y répondre dans un délai de 15 jour ouvrable. Alternativement ou en cas de réponse considérée non-satisfaisante par le demandeur, ce dernier pourra s'adresser au Directeur Operations compétent au siège, via la mailbox complaints@enabel.be.

Cfr. <https://www.enabel.be/fr/content/gestion-des-plaintes>

Les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel, ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité à travers l'adresse www.enabelintegrity.be.

La plainte ne peut avoir pour objet la demande d'une seconde évaluation des propositions sans autres motifs que le désaccord du demandeur avec la décision d'octroi.

2.4.2 Calendrier indicatif

	Date	Heure*
Réunion d'information	28 avril 2025*	10h00
Date limite pour les demandes d'éclaircissements à l'autorité contractante	28 avril 2025*	-
Dernière date à laquelle des éclaircissements sont donnés par l'autorité contractante	06 mai 2025*	-
Date limite de soumission des notes conceptuelles;	16 mai 2025*	12h00
Information des demandeurs sur l'ouverture, les vérifications administratives et l'évaluation de la note conceptuelle (étape 1)	Ultérieurement	-
Invitations à soumettre les propositions	Ultérieurement	-
Date limite de soumission des propositions	Ultérieurement	
Demande certificats et pièces justificatives relatives aux motifs d'exclusion (voir 2.1.1 (2))	Ultérieurement	

Réception certificats et pièces justificatives relatives aux motifs d'exclusion	Ultérieurement	
Analyse organisationnelle des demandeurs dont la proposition a été présélectionnée. (à insérer le cas échéant)	Ultérieurement	-
Notification de la décision d'octroi et transmission de la convention de subsides signée	Ultérieurement	-
Signature de la convention de subsides par le bénéficiaire contractant	Ultérieurement	-

* **Date provisoire.** Toutes les heures sont en heure locale de l'autorité contractante.

Ce calendrier indicatif peut être mis à jour par l'autorité contractante au cours de la procédure. Dans ce cas, le calendrier mis à jour sera publié sur le site www.enabel.be.

CONDITIONS DE LA MISE EN ŒUVRE APRES LA DECISION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE D'ATTRIBUTION DES SUBSIDES

Avec la décision d'octroi des subsides, les bénéficiaires-contractants se verront proposer une convention basée sur le modèle de convention de subsides de l'autorité contractante (annexe E des présentes lignes directrices). Par la signature de la note conceptuelle et de la proposition (annexe A des présentes lignes directrices), les demandeurs acceptent, si les subsides leur sont attribués, les conditions contractuelles du modèle de convention de subsides.

2.5.1 Contrats de mise en œuvre

Lorsque la mise en œuvre d'une action nécessite la passation de marchés par le/les bénéficiaire(s)-contractant(s) le marché doit être attribué conformément à l'annexe VIII du modèle de convention de subsides pour les bénéficiaires contractants de nature privée.

Pour les bénéficiaires-contractants privés, il n'est pas permis de sous-traiter ou sous-contracter l'ensemble d'une action au moyen d'un marché. De plus, le budget de chaque marché financé au moyen du subside octroyé ne peut correspondre qu'à une part limitée du montant total du subside.

2.5.2 Compte bancaire distinct

Au cas où un subside lui est octroyé, le bénéficiaire-contractant ouvre obligatoirement un compte bancaire distinct (ou un sous- compte distinct permettant d'identifier les fonds reçus). Ce compte sera ouvert en euros, si cette possibilité existe dans le pays.

Ce compte ou sous-compte doit permettre :

- D'identifier les fonds versés par Enabel ;
- D'identifier et de suivre les opérations effectuées avec des tiers ;
- De faire la distinction entre les opérations, effectuées au titre de la présente convention, et des autres opérations.

La fiche d'identification financière (annexe VI de la Convention de Subsides) relative à ce compte bancaire distinct, certifiée par la banque², sera transmise par le bénéficiaire contractant à Enabel, en

² La banque doit se trouver dans le pays où est établi le bénéficiaire-contractant

même temps que les exemplaires signés de la Convention de Subsides, après qu'il ait été notifié de la décision d'octroi.

Le compte sera clôturé aussitôt que les remboursements éventuels à effectuer à Enabel auront eu lieu (ceci après avoir arrêté le montant définitif des fonds utilisés).

2.5.3 Traitement des données à caractère personnel

Enabel s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel à proposition avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

Plus précisément, lorsque vous participez à un appel à propositions dans le cadre de l'attribution de subsides par Enabel, nous recueillons les coordonnées des personnes de contact (« représentant autorisé ») de l'entité soumettant la demande de subside, comme le nom, prénom, le numéro de téléphone professionnel, l'adresse électronique professionnelle, la fonction professionnelle et le nom de l'organisme représenté. Dans certains cas, nous devons également collecter l'extrait de casier judiciaire (ou équivalent) du dirigeant de l'organisation candidate à l'octroi de subsides.

Nous traitons ces renseignements car nous avons l'obligation légale de recueillir ces informations dans le cadre de la gestion et de l'attribution de nos subsides.

Pour plus d'information à ce sujet, veuillez consulter la déclaration de confidentialité d'Enabel, au lien suivant : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

2.5.4 Transparence

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des bénéficiaires-contractants. Par la signature de la Convention de Subside, le bénéficiaire-contractant se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité (adresse), et le montant du contrat.

2. LISTE DES ANNEXES

DOCUMENTS A COMPLETER :

- ANNEXE Aa : DOSSIER DE DEMANDE DE SUBSIDES (PARTIES A : NOTE CONCEPTUELLE ET B : PROPOSITION) (FORMAT WORD) ;
- ANNEXE B : BUDGET (FORMAT EXCEL) ;
- ANNEXE C : CADRE LOGIQUE (FORMAT WORD) ;
- ANNEXE D : FICHE D'ENTITE LEGALE (FORMAT WORD) (PRIVEE) ;

DOCUMENTS POUR INFORMATION

ANNEXE E : MODELE DE CONVENTION DE SUBSIDES :

- | | |
|-------------|---|
| Annexe I | Proposition d'Action |
| Annexe II | Formats de rapportage |
| Annexe III | Modèle de demande de fonds ; |
| Annexe IV | Modèle de transfert de propriété des actifs] ; |
| Annexe V | Fiche d'entité légale (privée) ; |
| Annexe VI | Fiche signalétique financier ; |
| Annexe VII | Motifs d'exclusion ; |
| Annexe VIII | Principes des marchés publics (bénéficiaire-contractant privé). |

ANNEXE F1a GRILLE DE VERIFICATION ET D'ÉVALUATION D'UNE NOTE CONCEPTUELLE ;

ANNEXE F2a GRILLE DE VERIFICATION ET D'ÉVALUATION D'UNE PROPOSITION.